

**Mgr Camille ROY**  
Recteur de l'Université Laval



# **Le Problème Universitaire du Québec**

Allocution prononcée à la séance de clôture et de collation  
des diplômes, à l'Université Laval,  
vendredi, le 29 mai 1936



QUEBEC  

---

1936

# Le problème universitaire du Québec

Allocution du Recteur de l'Université Laval

MGR CAMILLE ROY

à la séance de clôture et de collation des diplômes,  
vendredi, 29 mai 1936

---

*Messieurs les Professeurs,*

*Mesdames, Messieurs,*

Le rapport de l'année académique que nous clôturons aujourd'hui, sera présenté à la séance solennelle de la rentrée de septembre prochain. Nous sommes ici ce soir pour conférer les grades, les diplômes, et pour distribuer aux lauréats des Facultés les prix qui signalent et récompensent le succès.

Permettez cependant qu'avant de procéder à cette cérémonie, le recteur vous assure que l'année 1935-1936 a été au point de vue des études une bonne année, et que si aucun événement extraordinaire n'en a marqué le cours, elle s'est déroulée dans l'atmosphère calme, dans les conditions d'ordre qui sont les meilleures garanties d'un bon travail.

Les étudiants revenus aussi nombreux que d'habitude, sont plus que jamais préoccupés de leur avenir, et dans la même mesure plus soucieux de le bien préparer. De son côté l'Université Laval, ses directeurs et ses maîtres, essaie de fournir à toute cette jeunesse inquiète la science, la formation, la préparation qu'elle lui demande.

Nous ne regrettons qu'une chose, c'est de ne pouvoir faire davantage pour nos chers étudiants, c'est de ne pouvoir créer une vie universitaire qui soit mieux pourvue de tout ce qui est utile, une vie plus largement académique, matériellement mieux organisée, mieux outillée, plus appropriée aux besoins de la vie universitaire moderne.

Nous avons conscience, certes, de ne rien négliger pour faire de notre université, avec les moyens si limités dont nous disposons, un centre d'études supérieures aussi vivant et aussi complet que possible. Mais nous avons trop conscience de l'insuffisance de nos ressources, pour ne pas tenter de justifier ou du

moins d'expliquer certaines infériorités d'organisation ou d'enseignement qu'on nous reproche. Si chaque année n'était marquée par un déficit du budget universitaire, si chaque année ne nous mettait dans la pénible nécessité ou bien de creuser un abîme ou bien de priver nos Facultés, et nos organisations universitaires de nouveaux développements qu'elles réclament, — et c'est cette dernière alternative que nous choisissons toujours — nous pourrions donner aux Étudiants, je ne dis pas le luxe qu'on leur accorde souvent ailleurs, mais des conditions sûrement plus favorables de travail, de formation, de vie universitaire. Mais le Séminaire de Québec, qui est financièrement responsable de l'Université Laval, se trouve dans la nécessité triste de ne pas faire pour l'Université tout ce que lui suggèrent abondamment ses amis, ses élèves, ses professeurs, ses anciens, et tant d'observateurs, facilement exigeants, du dehors.

On pourra bien constater et nous reprocher l'étroitesse, disons la mesquinerie de certaines de nos organisations soit matérielles soit académiques, et par exemple l'insuffisance de certaines bibliothèques, leur aménagement incomplet, leur personnel presque inexistant, leurs approvisionnements trop maigres, l'absence de salles de lectures confortables et attrayantes ; on pourra bien nous reprocher aussi de n'avoir pas assez de professeurs de carrière dans certaines Facultés ou Ecoles, et même de laisser sans aucun professeur de carrière une Faculté comme celle de Droit, une Ecole comme celle de l'Arpentage et du Génie forestier ; on pourra bien nous reprocher de donner à nos professeurs des honoraires de cours deux et trois fois moindres que ceux que l'on donne ailleurs, même dans cette Province, et d'avoir été obligés pour ne pas faire basculer le budget de prélever une coupure sur les salaires pourtant modérés, à peine suffisants des professeurs de carrière ; on pourra bien nous dire que nos étudiants n'ont pas ici, comme ailleurs, la maison commune, assez spacieuse et assez garnie, où ils pourraient se rencontrer, se connaître, grouper leurs organisations, trouver des salles plus convenables d'amusement et d'étude, une maison en un mot où ils pourraient vivre à certaines heures, la vie familiale, amicale, sociale qui est si utile, qui est nécessaire à leur condition d'étudiants ; on pourra nous reprocher encore d'être trop souvent absents des congrès scientifiques, de ne pouvoir pas même entretenir les relations interuniversitaires, parfois coûteuses, qui sont de convenance entre universités du Canada, des États-Unis, et parfois de l'Europe, relations qui sont souvent nécessaires autant pour le progrès des universités elles-mêmes que pour le bon renom des provinces ou des pays qu'elles représentent ; on pourra se demander aussi — on le fait chaque année — pourquoi nous n'organisons pas, à Québec, des cours de vacances pour étrangers, des cours de langue, de littérature française et d'histoire du Canada, que fréquenteraient assurément surtout, nos voisins

et nos voisins des Etats-Unis: ils ne cessent de nous le demander. Chaque année je reçois des Etats-Unis un grand nombre de lettres de jeunes gens et de jeunes filles qui s'informent de nos cours de vacances... qui n'existent pas. Il est sûr que Québec, particulièrement recherché par les touristes américains serait l'endroit idéal pour des cours de ce genre, et que ces cours feraient à Québec et à notre province une excellente réclame. Mais l'Université Laval, qui ne peut suffire au nécessaire, ne peut offrir ni à Québec ni à la Province une si intéressante nouveauté.

Enfin l'on pourra faire entre l'Université Laval, et, si l'on veut entre universités canadiennes-françaises et universités canadiennes-anglaises, certaines comparaisons désagréables pour nous: toutes ces comparaisons, qui sont encore des reproches, nous les subissons; tous ces reproches nous les encaissons, à défaut de monnaies mieux sonnantes, mais nous répétons ce soir au public qui juge et qui ne voit les choses que de l'extérieur, et qui ne voit que l'extérieur des choses, que notre budget nous interdit pour le moment de mieux vivre, de mieux pourvoir au progrès matériel, scientifique, et je dirais social de l'Université; et nous déclarons au public qui voudrait être plus fier de ses universités, que les universités françaises de la Province de Québec seront toujours trop gênées dans leur développement, et incapables de soutenir certaines convenances, ou certaines nécessités, aussi longtemps qu'elles ne seront pas davantage aidées par les pouvoirs publics, aussi longtemps que dans cette Province où il n'y a pas de legs testamentaires en faveur des universités françaises, on n'aura pas créé pour elles un budget officiel d'enseignement supérieur.

Je ne méconnais pas, certes, la générosité dont le gouvernement de cette Province a déjà fait preuve en faveur des universités, ni les subventions actuelles qu'il veut bien accorder à certains enseignements, et dont bénéficie l'Université Laval. Mais tous ces secours restent, malgré tout, insuffisants, à raison de ce que coûte aujourd'hui l'organisation générale d'enseignement et d'administration d'une université.

Je sais bien que le public ignore ce prix supérieur de l'enseignement supérieur. Et c'est cette absence d'information qui fait que l'opinion publique n'est pas toujours prête à soutenir l'effort ou la bonne volonté des pouvoirs publics.

L'Université a été d'abord, chez nous, dans cette Province, une entreprise d'initiative privée, à une époque où seule l'initiative privée pouvait créer l'université. Et c'est grâce à cette initiative privée que les gouvernements ont été si longtemps dispensés de pourvoir, dans leurs budgets, aux besoins de l'enseignement supérieur. Le public s'est habitué à voir fonctionner cet enseignement sans qu'il y contribue, et il est resté de ce fait étranger aux frais d'organisation qu'il nécessite. Ce

frais, quand l'enseignement supérieur ne coûtait pas trop cher, à une époque où l'enseignement scientifique surtout n'avait pas pris les développements qui le font aujourd'hui si dispendieux, ces frais pouvaient être couverts par une procure, pourtant bien limitée dans ses ressources, comme celle du Séminaire de Québec, fondateur de l'Université Laval. Mais aujourd'hui ces frais surpassent toute initiative privée. Et, au moment où les institutions qui ont pris ces initiatives sollicitent le concours des pouvoirs publics, il se trouve que le public est mal informé de ce que coûte l'université, et mal préparé à comprendre la somme nécessaire que peut représenter la création par le gouvernement d'un budget d'enseignement supérieur.

Il ignore, par exemple, le public, notre public du Québec, que le budget d'une seule université, non pas un budget de luxe, mais un budget suffisant, ne peut être aujourd'hui inférieur à 500,000 piastres par an. Et il s'agit ici d'un budget pour vivre, et non d'un budget pour construire. Et ce chiffre est de beaucoup, le plus souvent de moitié, inférieur aux chiffres du budget des universités canadiennes-anglaises.

Inutile d'ajouter que ce chiffre nos universités canadiennes-françaises, par leurs ressources ordinaires, ne l'atteignent pas, ne pourront jamais l'atteindre. Laval, qui a le plus faible budget de toutes les universités canadiennes, oscille entre deux cents à trois cent mille piastres absorbés par ses frais annuels d'administration et d'enseignement. Le chiffre minimum de cinq cent mille, il est aujourd'hui indispensable à une université qui groupe des Facultés et des Ecoles supérieures qui ne doivent être ni médiocres ni insuffisantes, qui doivent être pourvues de toutes les organisations académiques et scientifiques que requiert la vie universitaire moderne.

Je sais bien que nos universités canadiennes-françaises, à raison même de leur organisation, où entre pour une large part l'élément ecclésiastique — un élément qui ne coûte pas cher, ou qui coûte moins cher — sont moins coûteuses que d'autres. Mais je n'ignore pas non plus que si, de ce chef, elles sont moins coûteuses que d'autres, elles le sont aussi parce qu'elles sont moins bien organisées que d'autres, et qu'elles se sont résignées jusqu'ici à faire figure de sœurs pauvres dans la famille des universités du Canada.

Et notre Province française de Québec souffre elle-même de cette figure que font dans le monde universitaire du Canada ses deux universités françaises : car c'est l'université, qui représente, pour une province comme pour un pays, au dehors comme au dedans, son souci de progrès intellectuels, son appréciation du haut enseignement, et le prestige de sa culture.

Certes, je ne veux être ni injuste, ni pessimiste. Je sais bien que la valeur d'une université n'est pas principalement dans son aménagement matériel, et que sa valeur d'enseignement peut

se concilier avec de modestes installations — et ce que je regrette d'ailleurs, ce n'est pas la modestie de nos bâtiments, mais c'est l'insuffisance quand même de notre organisation matérielle et académique. D'autre part, je sais les efforts accomplis, et les magnifiques résultats déjà obtenus, à l'Université Laval, — je parle pour elle en ce moment — au domaine de l'enseignement et de la science.

Depuis quinze ans, nous avons fait de grands progrès, des progrès qu'ignorent trop, en général, ceux qui critiquent notre culture. Mais sur cette voie du progrès universitaire nous sommes de nouveau arrêtés par le manque de ressources pour perfectionner ce qui est organisé, et pour créer ce qui est encore inexistant et qui devrait exister.

Dans l'enseignement comme en toute autre sphère d'activité nationale, il y a toujours des progrès à réaliser, et des concurrences à soutenir. Ce n'est pas seulement dans l'ordre des utilités publiques, matérielles ou économiques, qu'il y a concurrence interprovinciale et internationale, mais dans l'ordre aussi des utilités publiques intellectuelles. Et parmi les utilités publiques de la Province de Québec, qui peut nous blâmer, nous, universitaires, de placer au premier rang, les universités ?

L'Université est tellement d'utilité publique, qu'elle est pour nous Canadiens français, un organisme nécessaire de survivance, et que nous survivrons sûrement et magnifiquement — et il ne faut pas survivre médiocrement — dans la mesure où nos universités françaises feront abondamment et magnifiquement de la vie supérieure. Ne nous y méprenons pas, c'est par la tête que nous survivrons. C'est par l'esprit qu'une race s'affirme et subsiste.

Ne nous faisons pas au Canada une tête médiocre, ni même une tête négligée. Il nous faut des élites qui sur tous les plans intellectuels et économiques, soient des forces supérieures de résistance. Si nos élites se sentent inférieures par suite d'accoutumance à la pauvreté ou aux insuffisances, si elles n'ont pas assez de confiance en elles-mêmes par suite des privations dont elles ont souffert, par suite d'organisations universitaires ou d'enseignement ni assez larges ni assez complètes ni assez rayonnantes, nous ferons figure nationale de gens miséreux d'abord, de gens inhabiles à s'organiser comme les autres, puis nous regarderons avec un sentiment d'envie, qui est déjà un sentiment d'infériorité, nos compatriotes des autres provinces mieux pourvues que la nôtre d'institutions universitaires, et peut-être les laisserons-nous encore régner presque seuls dans le domaine économique que par l'université comme par la fortune ils détiennent.

Cet état d'âme est tout ce qu'il faut pour que nous nous laissions ensuite et, d'autant plus facilement, entamer par toutes ces influences matérielles et morales, qui déjà font l'assaut de nos positions françaises.

On nous reproche d'ailleurs, déjà et depuis longtemps, à nous Canadiens français, et nous nous reprochons parfois à nous-mêmes — dans les examens de conscience que nous aimons à faire en communauté, i. e. en public — on nous reproche et nous nous reprochons à nous-mêmes de faire depuis trop longtemps, dans le cadre politique de la Confédération, dans le train économique et même social de la vie canadienne, figure trop timide. Si nous ne montrons pas assez une autre figure, si nous n'avons pas encore assez ce qu'on pourrait appeler, sans y mettre un sens péjoratif, le front des autres, n'est-ce pas, avec quelques autres raisons, parce que des institutions elles-mêmes trop timides, et parmi elles des universités indigentes, ont façonné notre visage ?

Le prospérité de nos universités est donc liée à notre fortune nationale, je veux dire à la fortune de la nationalité canadienne-française. Les Canadiens anglais comprennent ce rôle de l'université, eux qui font à leurs universités des conditions magnifiques d'organisation et développement.

Il faut conclure de toutes ces doléances et de tous ces faits qu'il y a aujourd'hui, dans la Province de Québec, ce qu'on peut appeler le problème universitaire, un problème qui est principalement financier, le problème financier des universités canadiennes-françaises.

Ces universités, créations du dévouement et des sacrifices d'initiateurs héroïques que surpassent aujourd'hui les exigences de leur œuvre, ces universités françaises du Québec, qui ne peuvent soutenir une suffisante concurrence avec les anglaises, qui ne peuvent plus trouver dans un budget privé les ressources nécessaires à l'organisation et au progrès du haut enseignement, posent avec angoisses, mais tout de même avec confiance, le problème d'une coopération suffisante des pouvoirs publics. Elles demandent au public pour qui elles existent, c'est-à-dire aux gouvernements qui pourvoient aux services publics, des moyens supplémentaires de vivre. C'est cela, c'est surtout cela, dans notre Province, le problème universitaire de l'heure présente.

Les universités osent réclamer non comme une faveur mais comme un acte de sagesse publique, l'attribution annuelle d'une part des ressources publiques, ou si l'on veut la création d'un budget annuel et suffisant de l'enseignement supérieur. L'Université Laval — je parle en ce moment pour elle — continuera, qu'on en soit sûr, d'apporter à son œuvre toute la part obscure et peu dispendieuse des anciens dévouements. Mais elle demande aux pouvoirs publics d'y ajouter la part plus large et nécessaire de leur coopération.

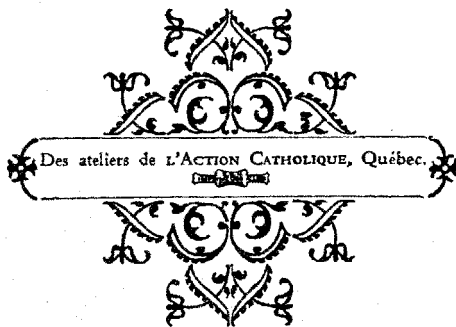
On me pardonnera d'avoir insisté, ce soir, sur un aspect aussi pénible du problème universitaire dans notre Province de Québec. Cette insistence se mesure sur le bien que nous vou-

lons à notre province, à notre pays, et en particulier à cette jeunesse étudiante qui nous est chère, et à qui vont mes dernières paroles.

Chers Étudiants, sachez ce que vous coûtez à vos parents, à vos maîtres, à la société. Vos problèmes personnels vous font parfois oublier les autres. Du moins, appliquez-vous toujours avec sérieux, avec courage, avec intelligence au problème de votre propre formation. C'est, chez vous, tout à la fois, un problème de l'esprit et un problème de la volonté. Placez toujours votre esprit dans la lumière : dans la lumière de votre foi d'abord, et dans la lumière de la science. La foi projette souvent sur la science des clartés nécessaires. Placez toujours votre volonté sous l'influence de ces sentiments de dignité, d'honneur, de reconnaissance qui sont la beauté naturelle de votre jeunesse ; placez la toujours sous l'influence de la grâce de Dieu et des vertus qui sont la beauté surnaturelle de la vie.

Beauté de la jeunesse, beauté surnaturelle de la vie : qu'elles rayonnent toutes deux, chers Étudiants, sur vos années d'études à l'Université ! Qu'elles rayonnent toutes deux, chers Finissants qui entrez demain dans la carrière, sur tous vos chemins d'avenir !

---



Des ateliers de L'ACTION CATHOLIQUE, Québec.

1904